

170, BOULEVARD DU MONT-PARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 326 EQUATEUR: DOSSIER DE LA REUNION DE RIOBAMBA

(1ère partie)

C'est un fait sans précédent dans l'histoire politique et religieuse du continent latino-américain que l'arrestation de 17 évêques de plusieurs nationalités, de 22 prêtres, de 5 religieuses et de 12 laïcs, décidée par le gouvernement équatorien le 12 août 1976.

A l'invitation de Mgr Proaño, l'évêque de Riobamba connu pour ses prises de position énergiques en faveur des indiens du Chimborazo (cf documents DIAL D 168, 184, 189, 294, 307), les personnes arrêtées s'étaient réunies du 2 au 16 août au Foyer Santa-Cruz à Riobamba pour un échange non officiel d'expériences pastorales.

La brutale interruption de la rencontre par des policiers en civil et armés, le transfert des participants et leur internement à Quito pendant vingt-quatre heures, l'accusation vite portée d'ingérence dans les affaires intérieures équatoriennes et de subversion politique, ainsi que l'expulsion d'un certain nombre d'étrangers devaient être qualifiés par les observateurs de "mesure insolite".

Outre le caractère inédit de l'événement, c'est la précipitation du gouvernement équatorien qui retient l'attention. Le gouvernement ne pouvait ignorer que l'argument d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat risquait de lui être retourné par l'Eglise; en l'absence d'un concordat entre l'Equateur et le Vatican, les relations de l'Eglise et de l'Etat sont régies par un "modus vivendi" signé des deux parties.

En réalité, c'est, une fois encore mais de façon plus spectaculaire et moins sanglante, le procès d'une certaine Eglise qui se trouve relancé: au nom de leur mission, les évêques, les prêtres et les laïcs chrétiens ont-ils le droit de s'intéresser aux conditions sociales concrètes, dans le cas présent à la condition des indiens dans le Chimborazo? L'opération du gouvernement équatorien se situe dans le cadre des attaques régulièrement lancées contre Mgr Proaño et des suspensions dont il a été l'objet il y a quelques années (cf DIAL D 87). Elle intervient aussi dans le débat interne à l'Eglise catholique d'Amérique latine, né après la Conférence de Medellín et cristallisé dans l'orientation actuelle du Conseil Episcopal latino-américain (CELAM) dont les positions sont aujourd'hui nettement en retrait par rapport à l'ouverture de Medellín.

1ère Partie de ce dossier: 1- Liste des participants; 2- Comptendu de Mgr Proaño; 3- Lettres et communiqués des évêques arrêtés; 4- Déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat équatorien; 5- Réactions d'Eglise en Equateur; 6- Réactions politiques en Equateur; 7- Lettre ouverte de Mgr Proaño au Conseil suprême de gouvernement de l'Equateur.

2ème partie: à suivre

(Note DIAL)

1- LISTE DES PARTICIPANTS A LA REUNION DE RIOBAMBA

Les 17 évêques:

Argentine Mgr Zazpe (Vicente), archevêque de Santa Fé
Brésil Mgr Antônio Fragoso, évêque de Cratêus
Mgr Cândido Padim, évêque de Bauru
Chili Mgr Enrique Alvear, évêque auxiliaire de Santiago
Mgr Fernando Arístia, évêque de Copiapó
Mgr Carlos González, évêque de Talca
Equateur Mgr Leonidas Proaño, évêque de Riobamba
Espagne Mgr Víctor Garaygordóbil, évêque de Los Rios (Equateur)
Etats-Unis Mgr Robert Sánchez, archevêque de Santa Fé (New Mexico)
Mgr Patricio Flores, évêque auxiliaire de San Antonio (Texas)
Mgr Juan Arzube, évêque auxiliaire de Los Angeles (Californie)
Mgr Gilberto Chávez, évêque auxiliaire de San Diego (")
Mexique Mgr Sergio Méndez Arceo, évêque de Cuernavaca
Mgr Samuel Ruiz García, évêque de San Cristobal de las Casas
Mgr José Pablo Rovalo, évêque démissionnaire de Zacatecas
Paraguay Mgr Ramón Bogarín, évêque de San Juan de las Misiones
Vénézuéla Mgr Mariano Parra, évêque de Cumaná

Les 22 prêtres:

Agustin Bravo (Equateur), José Campos (Espagne), Estuardo Gallegos (Equateur), Gabriel Barriga (Equateur), Jorge Moreno (Equateur), Modesto Arrieta (Equateur), Rubén Veloz (Equateur), Antonio Elcoro (Espagne), Julio Suso (Espagne), José Gomez Izquierdo (Equateur), Rogelio Segundo (Mexique), José Comblin (Belgique), Jesús García (Mexique), Michel Bingham (Grande-Bretagne), Benito Ardid (Espagne), Guillermo Silva (Mexique), Jorge Alvarez Calderón (Pérou), Edgar Beltran (Colombie), Pedro Burgos (Espagne), Francisco Anaya (Colombie), Alberto Pérez Pastor (Espagne), Mme Wiebke Wähling (pasteur luthérienne - Allemagne).

Les 5 religieuses:

María José Abad (Espagne), Rosa Pereira (Equateur), Melva Espinosa (Equateur), Doecita van der Ven (Hollande), María Díaz (Equateur).

Les 12 laïcs:

Luz Luzuriaga, Adolfo Pérez Esquivel (Argentine), Leonardo Pérez Esquivel (Argentine), Gerardo Calles, Clemente Muñoz, Pablo Sedillo (Etats-Unis), Mercedes Román, Jaime Alvarez (Colombie), Elda López, Zoila Ayala, Fidel Ayala (âgé de 14 ans), Alonso Bustos.

2- COMPTE-RENDU DE MGR PROAÑO

LA REUNION DE RIOBAMBA ET L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

C'est au Foyer Santa-Cruz, du diocèse de Riobamba, qu'avait lieu depuis le 9 août une rencontre fraternelle d'évêques, de prêtres et de

laïcs venus de plusieurs pays d'Amérique. Elle était destinée à permettre un échange d'expériences pastorales et à porter un diagnostic sur la situation du peuple des Amériques, en vue d'un enrichissement mutuel et d'une recherche de nouvelles formes d'évangélisation répondant à la problématique qui est actuellement la nôtre, huit ans après la conférence de Medellin.

C'était une réunion amicale, informelle, et donc non organisée par la Conférence épiscopale équatorienne ni par le Conseil épiscopal latino-américain (CELANA).

Cette réunion a été brutalement interrompue sur intervention du gouvernement équatorien. Pour sa justification, le Ministère de l'intérieur a lancé des accusations publiques que j'estime nécessaire de repousser avec la clarté que le culte que j'ai pour la vérité a toujours attribué à mes attitudes et à mes paroles.

1) Historique de la réunion

Des évêques d'Amérique centrale et du Mexique avaient eu l'occasion de se réunir par deux fois, de façon également amicale et dans le même but que celui signalé ci-dessus, mais à un niveau plus restreint.(°)

Lors de la deuxième réunion il avait été décidé que je les invitais à Riobamba pour leur faire connaître sur le terrain l'expérience pastorale en cours de réalisation dans le diocèse, et pour permettre en même temps un échange d'expériences. Ils m'écrivirent en ce sens et me firent savoir qu'ils avaient une lettre de la Congrégation des évêques, un organisme du Vatican, dans laquelle était reconnu le droit qu'ont les évêques de se réunir où ils veulent et avec qui ils l'entendent.

J'ai accédé à leur demande. Nous nous sommes mis d'accord par lettre sur les dates auxquelles cette réunion pouvait avoir lieu. J'ai invité un nombre déterminé d'évêques et de prêtres pour une rencontre qui devait se tenir du 9 au 16 août de cette année.

2) Déroulement de la rencontre

Cinquante-cinq personnes participèrent à la réunion, dont dix-sept évêques. Les présentations et l'organisation de l'emploi du temps nous occupèrent l'après-midi du lundi 9 août.

Le diocèse de Riobamba fit l'exposé de son expérience pastorale par le biais d'une commission. Celle-ci, pour une meilleure compréhension, fit une description de la réalité nationale et des réalités de la province du Chimborazo de divers points de vue: économique, social, culturel, politique et religieux.

Le diocèse de Riobamba se propose deux objectifs généraux: la libération chrétienne de l'homme concret de la province du Chimborazo, et l'édification d'une Eglise conçue comme communauté engagée dans cette libération. Par libération chrétienne, nous entendons le combat pour la destruction, en nous et dans la société, de la situation de péché dans laquelle nous vivons. C'est pour cela que le Christ est venu dans le monde. C'est pour cela qu'il a institué son Eglise.

Les actes que nous posons pour y parvenir sont: l'évangélisation, la conscientisation, l'organisation de communautés chrétiennes, l'éducation

(°) A Tula, Mexique, en août 1974, puis à l'occasion du Congrès de théologie de Mexico en août 1975 (N.d.T.)

dans la foi quand se présentent en particulier des situations de conflits, la proclamation du Royaume de Dieu comme réalité que nous commençons déjà à vivre mais dont cependant nous ne vivons pas en plénitude.

Quatorze groupes répartis en équipes pastorales, équipe missionnaire et organisations faisant un total de 123 personnes, travaillent en ce sens. Pour assurer la coordination de toutes nos tâches, une équipe de coordination fonctionne depuis deux et demi; elle est constituée par des représentants des diverses équipes pastorales et organisations.

Le rapport sur cette expérience, les commentaires qui en furent faits et la critique sollicitée par nous occupèrent la journée du mardi 10 et toute la matinée du mercredi 11 août. Nous avons convenu de nous répartir en deux groupes de travail pour faciliter l'appfondissement et une connaissance meilleure. Nous avons commencé à entendre les exposés concernant des expériences pastorales d'autres pays, deux seulement, quand nous fûmes surpris par l'intervention brutale de la police. L'audition de ces deux expériences et le travail de groupe occupèrent l'après-midi du mercredi 11 et la plus grande partie du jeudi 12 août.

3) Rapport chronologique sur les événements

Voici les faits tels qu'ils se sont produits chronologiquement:

Jeudi 12, 17h15: Alors que venait de recommencer la réunion d'un des groupes, une quarantaine de policiers en civil firent irruption dans la maison, à la surprise des occupants. Ils étaient armés de mitraillettes, de carabines, de révolvers et tenaient en mains des grenades lacrymogènes, comme s'il s'agissait d'une opération contre des criminels ou de réduire un foyer de guérilla. Ils nous menacèrent de leurs armes. Ils frappèrent plusieurs prêtres. Ils bousculèrent même un évêque. Ils traînèrent une religieuse. Pendant que nous étions conduits à un car de la Police nationale, accompagné de trois voitures de patrouille, d'autres policiers saisissaient les notes et les documents qu'ils trouvaient. Les occupants de la maison, participants ou non à la réunion, furent indifféremment arrêtés. A aucun moment les policiers ne donnèrent la moindre explication. Le car était plus que bondé de gens arrêtés et de policiers. Ils nous conduisirent par les faubourgs de Riobamba jusque sur la Route panaméricaine, et c'est alors seulement que nous comprîmes qu'on nous emmenait à Quito.

Mise à l'écart de l'évêque de Riobamba: Près de Tambillo la caravane fit halte. A haute voix, un policier demanda à l'évêque de Riobamba de sortir du car, pour le faire aussitôt monter dans l'une des voitures de police, pour la plus grande inquiétude de ceux qui étaient restés dans le car.

Au ministère de l'intérieur: L'évêque de Riobamba fut emmené au ministère de l'intérieur à 22h15. On le fit attendre dans le bureau du général Noel Mesías Barriga, puis dans l'antichambre du ministre, enfin dans un autre bureau jusqu'à 1h30 du matin.

Arrivée à la caserne du Régiment n° 2 de Quito: Les autres personnes arrêtées arrivèrent à la caserne du Régiment n° 2 de Quito. Un groupe de policiers armés de mitraillettes et tenant des chiens en laisse sautèrent d'un camion pour venir former un couloir entre le car et l'entrée de la caserne.

Contrôles d'identité: Vers 23h, on les fit monter dans le salon de jeu pour contrôler l'identité de chacun. Une demi-heure plus tard arrivaient le général Mesías et le général Villamarín.

Vendredi 13: Au milieu des chants et des embrassades, les détenus fêtèrent à minuit l'anniversaire de Mgr Mariano Parra, évêque vénézuélien, et le sixième anniversaire d'ordination épiscopale de Mgr José Pablo Rovalo, évêque mexicain. Ensuite ils célébrèrent l'Eucharistie. En signe de solidarité avec le Christ pauvre, avec les pauvres et avec l'évêque de Riobamba dont ils ignoraient le lieu de détention, ils refusèrent l'offre qu'on leur faisait de café au lait et de biscuits.

Dans le bureau du mi- A 1h30 du matin du 13 août, l'évêque de Riobamba nistre de l'intérieur: fut conduit au bureau du ministre de l'intérieur.

Là, il rencontra le nonce apostolique accompagné d'un prêtre franciscain, le ministre de l'intérieur et un certain nombre d'officiers de la police de haut rang. Il ne fut pas invité à s'asseoir. Immédiatement, le ministre lança des accusations graves: que les étrangers étaient entrés clandestinement dans le pays; que les étrangers s'étaient immiscés dans les affaires intérieures du pays; que la réunion de Riobamba était subversive... L'évêque expliqua que les étrangers n'étaient nullement entrés en cachette de personne, qu'ils ne s'étaient pas immiscés dans les affaires intérieures du pays; il demanda que l'accusation de subversion fût dûment prouvée. On lui présenta alors quelques papiers. L'évêque expliqua que ces papiers n'étaient pas des documents de travail de la rencontre. Aucune des explications de l'évêque ne fut acceptée. Il n'y eut pas de dialogue, mais des accusations sur un ton aigre et des répliques sur un ton énergique. En réponse à une question du nonce sur la situation de l'évêque de Riobamba, le ministre déclara qu'il serait traité selon les lois en vigueur et demanda au nonce que les lois canoniques lui fussent également appliquées. Il parla d'expulsion pour les étrangers.

Après que le nonce eût quitté le ministère de l'intérieur, l'évêque de Riobamba fut conduit en taxi jusqu'à la caserne du Régiment n° 2 de Quito, où il fut mis dans une pièce pour y passer le reste de la nuit.

Visite du nonce A 2h30 du matin, Mgr Luigi Accogli, nonce apostolique apostolique: en Equateur, rendit visite au groupe d'évêques, de prêtres et de laïcs incarcérés dans le salon de jeu. Les détenus lui exposèrent tout ce qui avait trait à la réunion de Riobamba et repoussèrent les accusations calomnieuses dont ils étaient l'objet.

Lettres et Les évêques passèrent le reste de la nuit à rédiger des communiqués: lettres et des communiqués: au ministre de l'intérieur, au cardinal de Quito, à la presse et au pape.

Offre rejetée: Vers 8h du matin, Mgr Víctor Garaygordóbil et un prêtre de son diocèse (1) furent appelés à part du groupe. On sait que c'était pour leur offrir la possibilité de rester dans le pays à condition de signer une déposition déclarant qu'ils ignoraient le genre de la réunion à laquelle ils assistaient. L'offre fut rejetée énergiquement.

Arrivée des A 9h15 arrivèrent les bagages apportés de Riobamba. La po- bagages: lice avait pénétré au Foyer Santa-Cruz à 2h du matin et obligé les quelques personnes qui s'y trouvaient à faire les valises des étrangers, et cela sous la menace constante des armes. L'intention du gouvernement, très claire, était d'expulser les étrangers.

(1) Tous deux de nationalité espagnole mais travaillant comme missionnaires en Equateur (N.d.T.)

Mise au secret: Quand l'évêque de Riobamba sortit de la pièce au début de la matinée, il rencontra l'une des personnes arrêtées et échangea avec elle quelques paroles de bonjour. Il apprit alors que cette personne avait été conduite dans cette partie du bâtiment de la police pour accompagner un prêtre tombé malade. Au même moment, un officier fit savoir à l'évêque qu'il était au secret et que, par le fait même, il ne pouvait parler à personne. Le maintien au secret absolu dura environ deux heures. Un colonel de la police lui déclara qu'il pouvait se promener librement à l'intérieur de cette partie du bâtiment et parler avec les deux autres compagnons détenus à cet endroit. Mais l'impossibilité de communiquer avec l'autre groupe fut maintenue durant toute la journée.

"Invitation à quitter le pays": A 11h du matin, on faisait savoir aux étrangers qu'ils devaient quitter le pays. On s'occupa de chacun à la file pour mettre en règle les papiers nécessaires.

Visite empêchée: Le groupe finit par apprendre que Mgr Mario Ruiz, évêque de Latacunga, avait essayé pendant deux heures d'obtenir l'autorisation de rendre visite aux détenus. Mais l'autorisation lui fut refusée.

Mandat d'expulsion: A 2h de l'après-midi, l'ordre de transfert immédiat était donné pour six des personnes arrêtées. Elles furent conduites en camionnette jusqu'à la frontière avec la Colombie.

Démarches du nonce: Le groupe parvint à savoir que le nonce s'employait à faire des démarches au ministère de l'intérieur. Il apprit également que le Conseil permanent de la Conférence épiscopale équatorienne allait se réunir. Le nonce comme les membres du Conseil permanent décidèrent de demander au ministre de l'intérieur la remise en liberté pure et simple des détenus. Le nonce révéla plus tard qu'il avait dit au ministre par intérim qu'ils ne quitteraient pas son bureau tant qu'ils n'auraient pas obtenu la remise en liberté des intéressés.

Remise en liberté: A 7h du soir, alors qu'était lue une liste de huit personnes destinées à quitter le pays, la nouvelle parvint de la remise en liberté de tous.

A l'écoute des informations: Avec ses deux compagnons, l'évêque de Riobamba écoutait les informations à la radio d'un policier. Le ministère de l'intérieur lançait des accusations fausses, calomnieuses, contre la réunion de Riobamba et les évêques étrangers. Ceux du groupe les avaient aussi entendues, mais beaucoup plus tôt. C'était révoltant de constater qu'on mentait et qu'on se livrait à des interprétations fantaisistes.

Appel de l'évêque de Riobamba: Vers 8h du soir arrivèrent dans la salle où était l'évêque de Riobamba quelques évêques d'Equateur et des policiers qui venaient le conduire dans le salon où se trouvaient les autres personnes arrêtées. Tous les évêques se réunirent aussitôt, en compagnie également des prêtres et des laïcs détenus, ainsi que de quelques officiers de la police. De nombreux évêques prirent la parole et exposèrent très clairement les choses. Après avoir mangé ensemble, nous sortîmes librement.

4) En quelques mots

Je parle maintenant à la première personne du singulier pour réfuter les points suivants des déclarations du ministère de l'intérieur:

- L'entrée "clandestine": Les évêques étrangers sont entrés en Equateur, munis de tous les documents légaux, par les deux aéroports de Quito et de Guayaquil où ils ont rempli les formalités de douane et du service de l'immigration et des étrangers. Leur entrée aurait-elle été clandestine parce qu'ils ne portaient pas de vêtements ecclésiastiques aux couleurs vives?

- Le ministre par intérim a déclaré que la Police nationale s'est rendue à Santa-Cruz "pour vérifier le thème de la session". Mais pour vérifier un sujet de réunion, il suffisait de la présence d'un ou deux délégués du ministère. L'attaque à main armée contre le Foyer Santa-Cruz et l'arrestation brutale d'évêques, de prêtres et de laïcs réunis à cet endroit semblent bien plutôt le résultat d'un jugement déjà porté par anticipation.

- Le ministre par intérim a également déclaré que les évêques et les prêtres "ont été traités avec la courtoisie et les égards dûs à leur rang et à leur condition de citoyens de pays amis". Il suffit de lire le rapport ci-dessus et les protestations des évêques étrangers pour qu'il apparaisse clairement que, surtout au moment de l'arrestation, nous avons été traités sans respect aucun et sans égard aucun.

- L'accusation la plus grave portée contre ceux qui étaient réunis à Santa-Cruz est que nous tenions une réunion subversive. On a montré des documents qui n'étaient pas des documents de travail de la rencontre. Si nécessaire, nous ferons à ce sujet une exposition argumentée pour montrer la fausseté de l'accusation.

- Pour les évêques et les prêtres étrangers, c'est aussi une accusation très grave de dire qu'ils se sont immiscés dans les affaires intérieures du pays. Comme équatoriens, nous avons le droit de connaître les réalités du pays. Et ce sont des équatoriens qui ont décrit les divers aspects de ces réalités afin de pouvoir expliquer en quoi consistait l'expérience pastorale de Riobamba. Comme latino-américains, nous avons le droit de connaître la réalité du continent. C'est dans l'exercice de ce droit que les évêques se sont réunis à Medellin en 1968 pour faire un diagnostic de la réalité latino-américaine. Ou bien croit-on que l'évangile et la foi n'ont rien à voir avec la réalité concrète des hommes?

- On a déclaré au ministère de l'intérieur "qu'un nombre important de prélats (latino-américains) ont des problèmes avec les gouvernements de leurs pays respectifs". Cette manière de parler semble vouloir dire qu'il existe un accord entre le gouvernement équatorien et les gouvernements des autres pays pour empêcher que certains évêques qui luttent en faveur de la justice puissent continuer à accomplir leur mission chrétienne.

Riobamba, le 13 août 1976
Leonidas Proaño
évêque de Riobamba

3- LETTRES ET COMMUNIQUES DES EVEQUES ARRETES (13 août 1976)

1) Lettre au ministre de l'intérieur d'Equateur

Monsieur le Ministre de l'intérieur de la République d'Equateur,

Nous sommes deux archevêques et quinze évêques d'Argentine, du Chili, du Paraguay, du Brésil, d'Equateur, du Venezuela, du Mexique et des Etats-Unis.

Lundi dernier, nous commençons à Santa-Cruz de Riobamba une réunion fraternelle portant sur le programme suivant:

- 1) présentation des expériences pastorales du diocèse de Riobamba, puis bilan et critique par les participants;
- 2) échanges d'expériences des pays participants;
- 3) diagnostic sur le moment actuel en Amérique latine et recherche d'une attitude pastorale.

Cette réunion, prévue de longue date, fut en son temps portée à la connaissance du Saint-Siège, de plusieurs conférences épiscopales, en particulier la Conférence épiscopale équatorienne.

Hier, le jeudi 12 août, alors que nous étions réunis conformément au programme, un important groupe d'individus en civil fit brutalement irruption dans la salle en nous mettant littéralement en joue avec des mitraillettes et des revolvers.

Sans se présenter ni donner aucune explication, ils nous obligèrent sous les insultes à monter aussitôt dans un car de la "Police nationale d'Equateur".

Entassés, sous surveillance constante et menaçante, ils nous emmenèrent prisonniers à Quito en compagnie de 19 prêtres, de 6 religieuses et de 6 laïcs (dont un mineur de 14 ans). Là, avec un grand déploiement de forces, tels des malfaiteurs évidents, nous fûmes contraints de descendre du véhicule et d'entrer dans les bâtiments du 2e Régiment de Police nationale de Quito.

A hauteur de Machachi, malgré les protestations de tous, Mgr Leonidas Proaño, notre hôte, fut transféré dans une automobile sans qu'on nous permît de l'accompagner.

Nous vous écrivons ces lignes vendredi à l'aube, après avoir été informés par le Nonce apostolique que, ironie! nous n'étions pas arrêtés mais "invités à un colloque" par le gouvernement équatorien.

Nous aimons le grand peuple d'Equateur et nous ressentons très douloureusement l'outrage infligé à nos personnes et à nos pays. Nous sommes solidaires des souffrances de Mgr Leonidas Proaño et de ses collaborateurs dans leur admirable travail de pastorale chrétienne, universellement appréciée en de nombreux pays.

Nous vous adressons, Monsieur le Ministre, notre protestation la plus énergique pour cette violation des droits de l'homme, des dispositions légales et canoniques, ainsi que pour toutes les vexations dont nous avons été l'objet dans l'empêchement d'exercice de notre mission chrétienne, et cela de la part d'un gouvernement qui se proclame catholique et entretient des relations avec le Saint-Siège.

(suivent 16 signatures d'évêques)

2) Lettre au pape Paul VI

Saint Père,

Nous sommes dix-sept évêques de l'Eglise catholique à être détenus dans la ville de Quito par les autorités militaires équatoriennes. Vous pourrez, Sainteté, trouver le récit des faits dans la lettre que nous avons envoyée au Ministre de l'intérieur du gouvernement équatorien et que nous vous joignons.

Par cette lettre, écrite à la caserne de la police, nous voulons vous exprimer notre adhésion filiale et notre affection. Nous pouvons vous donner l'assurance que notre réunion d'évêques à Riobamba, tenue après information préalable de la Sacrée Congrégation des Evêques et du cardinal président de la Conférence épiscopale équatorienne, avec l'entière approbation du cardinal président du CELAM, n'a rien présenté que notre conscience d'évêques de l'Eglise pût se reprocher.

L'objectif de notre rencontre fraternelle était d'ordre exclusivement pastoral, en vue de réfléchir ensemble sur les problèmes concernant l'évangélisation de nos diocèses respectifs dans le contexte historique actuel des Amériques.

Comme nous craignons qu'on lance des calomnies ou porte de fausses accusations contre Mgr Leonidas Proaño, évêque de Riobamba, contre nous-mêmes et contre les autres participants, nous vous déclarons ceci: nous vous donnons, Sainteté, notre parole d'évêques qu'au cours de ces journées d'études il n'y eut aucune action, discours ou réflexion se rapportant à des thèmes étrangers à notre mission de pasteurs.

C'est dans la paix et avec confiance que nous terminons cette lettre, car nous savons que "le disciple n'est pas au-dessus du Maître", et nous partageons avec les apôtres la joie de souffrir pour le Seigneur.

(suivent 16 signatures d'évêques)

3) Lettre au cardinal de Quito(2)

Monsieur le Cardinal,

Nous sommes le groupe des dix-sept évêques qui ont participé à la rencontre fraternelle de Riobamba avec Mgr Leonidas Proaño. Nous vous donnons l'assurance que la réunion ne portait sur rien d'autre que ce qui a trait à l'accomplissement de notre mission pastorale dans nos pays, lesquels connaissent des situations aussi conflictuelles et comparables.

De façon surprenante et contre toute justice, nous avons été arrêtés avec les prêtres, les religieuses et les laïcs qui nous accompagnaient. On nous a conduits à la prison du 2e Régiment de Quito hier soir à 22h30. Mgr le Nonce nous a rendu visite à 2h30 du matin.

Nous avons besoin de votre présence, car vous êtes notre frère et le pasteur de l'Eglise de Quito. Nous avons été peinés de votre absence et par votre interprétation de notre "arrestation", mais cela ne peut rompre notre fraternité.

Nous demandons à Jésus de vous aider dans votre mission, si délicate en ce moment, et lui recommandons de tout coeur notre frère Leonidas Proaño. "Faites pour lui ce que peut-être il ne vous a pas été possible de faire pour nous."

Vos frères vous saluent.

(Suivent 16 signatures d'évêques)

- (2) Le cardinal de Quito avait été averti par lettre de la réunion de Riobamba. Il était à l'époque en voyage aux Etats-Unis et n'avait pu de ce fait prendre connaissance du contenu qu'à son retour. Ce qui explique ses déclarations publiques d'ignorance. (N.d.T.)

4) Communiqué à la presse

Vendredi 13 août, à 15h00

Après avoir entendu à la radio l'explication donnée par le ministre de l'intérieur sur la participation d'évêques d'autres pays d'Amérique à la réunion pastorale de Riobamba, nous nous voyons dans l'obligation de déclarer ce qui suit:

- 1) Aucun des évêques présents n'a été expulsé de son propre pays.
- 2) Nous n'avons aucun intérêt ni n'avons été invités à nous immiscer dans les affaires de politique intérieure de l'Equateur.
- 3) Il n'est pas vrai qu'aient été proposés ou discutés des thèmes à caractère marxiste ou subversif.
- 4) La phrase citée par le ministre sur la "libération intégrale de l'homme du Chimborazo" n'a d'autre sens que celui donné par la Conférence épiscopale latino-américaine de Medellin (1968), c'est-à-dire la libération chrétienne qui annonce la venue du royaume de Dieu.
- 5) Nous protestons énergiquement contre l'arrestation brutale dont nous avons été l'objet, contre les conditions de notre transfert à Quito et contre le secret dans lequel nous sommes maintenus, sans qu'aucune autorité soit venue nous expliquer les raisons de notre détention.
- 6) Ce communiqué a été rédigé et signé sur les lieux de notre détention, à la caserne du 2e Régiment de Quito, à 14h30.

(suivent 16 signatures)

4- DECLARATION DU CONSEIL PERMANENT DE L'EPISCOPAT EQUATORIEN

L'interruption par le gouvernement d'une rencontre qui se tenait à Riobamba et qui comptait avec la participation de quelques évêques et de prêtres venus pour la plupart de pays étrangers, a provoqué la surprise et causé une vive inquiétude tant en Equateur qu'à l'étranger.

Nous soussignés, membres du Conseil permanent qui représentons la Conférence épiscopale équatorienne, déclarons:

1) Bien que la réunion qui avait lieu à Riobamba n'ait pas été organisée ni patronnée par le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) ni non plus par la Conférence épiscopale équatorienne, il s'agissait cependant d'une réunion ecclésiale "à caractère fraternel et privé en vue de favoriser un échange d'expériences pastorales", selon les termes d'une communication envoyée dernièrement par Mgr l'évêque de Riobamba.

2) Nous reconnaissons le droit qu'a tout gouvernement de défendre la souveraineté nationale et de s'opposer à toute ingérence d'étrangers dans les affaires intérieures du pays. Pourtant, nous ne pouvons être d'accord avec les mesures draconiennes prises contre les évêques et les participants de la réunion de Riobamba, car c'est une atteinte au droit légitime de réunion, au principe selon lequel personne ne peut être condamné sans avoir été préalablement jugé et la culpabilité prouvée, et au sens de l'hospitalité qui caractérise notre patrie.

3) En accord avec l'attitude prise par Mgr le Nonce apostolique, lequel est, dès le premier instant, entré en contact avec le gouvernement et les intéressés, la Conférence épiscopale équatorienne fait savoir qu'elle est décidée à continuer ses démarches jusqu'à ce que soit trouvée une solution immédiate et digne, conforme au nécessaire respect des droits dont jouit toute personne humaine, en particulier les droits à la justice et à la liberté.

Quito, le 13 août 1976

(suivent les 7 signatures des membres)

5- REACTIONS D'EGLISE EN EQUATEUR

1) Protestation du diocèse de Riobamba (13 août 1976)

LE CLERGE SECULIER, LES RELIGIEUX ET LES RELIGIEUSES DE LA PROVINCE DU CHIMBORAZO A L'OPINION PUBLIQUE

Le jeudi 12 août une nouvelle attaque a été déclenchée contre l'Eglise de Riobamba avec l'arrestation, sur l'ordre du gouvernement, de l'évêque du diocèse et d'un important groupe d'évêques, de prêtres et de laïcs latino-américains réunis au Foyer Santa-Cruz pour discuter de sujets à caractère pastoral.

Face à une attitude aussi insolite, nous protestons énergiquement

- contre l'ingérence du gouvernement dans les affaires de l'Eglise, au mépris de son autonomie;
- contre la violation des droits de l'homme les plus élémentaires;
- contre l'injure faite à l'Eglise de Riobamba dans la personne de son évêque, et à l'Eglise latino-américaine à travers ses représentants respectables et connus.

Nous exigeons la remise en liberté immédiate des personnes injustement arrêtées. Nous renouvelons notre soutien à Mgr Leonidas Proaño dans sa lutte pour la justice en faveur des exclus de la société. Nous lançons un appel à tous les prêtres et fidèles du diocèse pour qu'ils s'unissent et luttent en faveur d'une société plus humaine et plus chrétienne. Nous présentons enfin nos excuses aux illustres visiteurs pour le traitement inique dont ils ont été victimes, et nous espérons dans le Christ qu'ils reviendront en Equateur.

Sr Cecilia Gonzalez
secrétaire de la Commission

2) Protestation de l'évêque de Latacunga (3)

L'EVEQUE ET LE CLERGE DE LATACUNGA PROTESTENT ET S'INTERROGENT

L'Equateur est devenu le lieu de nombreuses et diverses réunions internationales. Un groupe d'évêques, de prêtres et de laïcs de plusieurs pays s'est réuni à Riobamba sans que la Conférence épiscopale soit au courant. D'après ce que nous savons, la réunion se déroulait sans la moindre perturbation de l'ordre public. Nous sommes sûrs que la Conférence épiscopale étudiera à fond le problème, dans toutes ses conséquences, et qu'elle exigera en justice la remise en liberté et la dignité. Habités à défendre de façon appropriée la dignité et les droits des faibles, en particulier des indiens, nous faisons nôtre cette exigence.

Mais nous avons déjà suffisamment d'indications pour affirmer que l'interruption d'une réunion privée qui ne troublait en rien l'ordre public, l'arrestation et le transfert d'évêques, de prêtres et de laïcs dans une prison d'Etat constituent une violation des libertés les plus élémentaires défendues par tout équatorien digne de ce nom.

Nous sommes sûrs que l'équatorien libre et réfléchi saura ne pas accepter les interprétations qui ne manqueront pas d'être faites sur ces événements par les détenteurs du pouvoir. Ceux-ci ont déjà commencé à dire que les participants de la réunion n'ont pas été arrêtés mais "invités à venir"... en prison. Les puissants ne veulent pas que l'évêque,

(3) C'est cet évêque qui s'est vu interdire la visite aux prisonniers (N.d.T.)

le prêtre et le chrétien étudient les réalités de leur pays, du continent et du monde pour découvrir les situations d'oppression qui s'y trouvent protégées; d'après eux, les évêques devraient se contenter de prier. Contre l'avis de ces messieurs, le pape Paul VI nous a rappelé le 8 décembre dernier que "l'Eglise n'admet pas de voir sa mission restreinte au seul domaine religieux, en se désintéressant des problèmes temporels de l'homme".

Quelques questions:

- Quelle loi équatorienne interdit-elle à des équatoriens et à des étrangers d'étudier la réalité nationale et latino-américaine?
- Quand il a fait perquisitionner le Centre Santa-Cruz de Riobamba, le gouvernement équatorien a-t-il agi de sa propre initiative ou à la suite de pressions internationales?
- Serions-nous en face du premier degré d'escalade dans l'intimidation et l'oppression? L'histoire nous apprend qu'en Equateur les oppressions n'ont jamais prospéré.

Quelques affirmations pour finir:

- Si la légèreté était un sport, la mesure contre laquelle nous protestons nous aurait valu la médaille d'or aux jeux olympiques.
- Quoiqu'en disent les détenteurs du pouvoir, les personnes arrêtées sortiront grandes de l'affaire.

Luis E. Jácome
vicaire général

José Mario Ruiz Navas
évêque de Latacunga

3) Lettre du cardinal de Quito aux Conférences épiscopales concernées par les arrestations (14 août 1976)

J'ai le devoir de vous faire savoir ce qui suit:

1) Je puis affirmer que la réunion d'évêques, de prêtres et de laïcs qui avait lieu au Foyer Santa-Cruz, dans le diocèse de Riobamba, était une réunion pastorale et fraternelle et restait fidèlement dans l'esprit et dans le cadre de l'action apostolique.

2) L'affirmation faite par les autorités du Ministère de l'intérieur de ce pays, d'après laquelle étaient traités des thèmes de type subversif incitant à l'action politique contre l'état de choses actuel en Equateur, est une manière de voir totalement fausse. Le Conseil permanent de notre Conférence épiscopale a rejeté cette interprétation dans une démarche auprès du ministère et dans un communiqué à la presse.

3) Je vais préparer un document sur cette pénible affaire pour que les conférences épiscopales puissent se faire une idée exacte des événements.

4) Il n'y a aucune division dans l'épiscopat équatorien. J'espère au contraire que l'épreuve par laquelle nous passons permettra à Mgr Proaño de se sentir plus uni à notre Conférence épiscopale qui lui a, dans ces circonstances difficiles, donné tout son appui.

4) Déclaration de la Commission équatorienne Justice et paix (14 août 1976)

LES DROITS DE L'HOMME

Comme citoyen, en mon nom propre, et comme président de la commission équatorienne Justice et paix, j'ai le devoir d'exprimer publiquement mon

étonnement et mes protestations devant l'attitude insolite prise par le ministre de l'intérieur par intérim en faisant arrêter et transférer à Quito les évêques et les prêtres qui se trouvaient au Foyer Santa-Cruz de Riobamba pour une réunion destinée à l'étude de la réalité sociale latino-américaine, en particulier équatorienne.

Cet acte est une violation évidente des droits de l'homme les plus fondamentaux, lesquels se traduisent par les libertés de conscience et de réunion, et qui sont consacrés officiellement par les Nations-Unies /et reconnus traditionnellement par notre pays dans la Constitution de 1945 déclarée toujours en vigueur. Des gestes de cette nature sont en contradiction avec les intentions qu'a le gouvernement de créer les conditions pour une normalisation constitutionnelle caractérisée par la justice sociale, par la promotion des droits des masses urbaines et par l'intégration nationale que nous devons logiquement rechercher en priorité sur l'effort régional et continental, impératifs d'une société civilisée. Ce fait blesse également et profondément la conscience catholique de la majorité des équatoriens.

Le gouvernement de la Nation se doit de clarifier cette affaire pénible et de remettre en liberté les victimes de cette intervention, en s'appliquant à restaurer intégralement les droits de l'homme ainsi que les relations cordiales avec les Etats amis dont les citoyens ont été arrêtés de façon surprenante.

Gonzalo Cordero Crespo
président de la Commission équatorienne Justice
et paix

6- REACTIONS POLITIQUES EN EQUATEUR

1) Déclaration du Parti conservateur équatorien (13 août 1976)

La presse d'aujourd'hui a surpris les équatoriens par une information insolite selon laquelle Mgr Leonidas Proaño, plusieurs autres évêques du continent et de nombreux prêtres avaient été arrêtés sur l'ordre du ministre de l'intérieur. L'information est tellement grave que nous avons commencé par douter de sa véracité; mais aussi grave et insolite soit-elle, elle est vraie.

Les autorités compétentes feront les rectifications et les protestations en rapport avec la mission évangélique à laquelle il a été fait obstacle et avec la violation gouvernementale du modus vivendi qui régit les relations de l'Eglise et de l'Etat équatorien. Pour notre part, nous voulons présenter l'expression de notre désaccord total et notre protestation énergique contre la violation de la dignité des personnes arrêtées, en tant que ces arrestations constituent un mépris évident et grave des droits fondamentaux de réunion dont il est impossible de refuser l'exercice aux individus en raison de leurs fonctions religieuses ou en vertu du caractère confessionnel ou non des objectifs poursuivis par la réunion.

Les arrestations que nous condamnons confirment que n'a pas cessé le régime d'arbitraire qui sévit en Equateur depuis ce funeste 22 juin 1970 (4). Pour la défense de nos traditions les plus nobles de liberté et de démocratie, nous exigeons du gouvernement qu'il abolisse immédia-

(4) Date à laquelle le président Ibarra s'était attribué les pleins pouvoirs, ce qui allait entraîner la réaction des militaires avec leur coup d'Etat de février 1972 (NdT).

tement toutes les répressives, qu'il rétablisse sans retard l'habeas-corpus, et qu'il déclare solennellement la reconnaissance et le respect inconditionnel des droits fondamentaux de la personne.

Nous espérons que la répression dont sont victimes Mgr Leonidas Proaño, Mendez Arceo, ainsi que les autres évêques et prêtres, avec le travail desquels nous nous solidarisons, n'obéit pas à d'obscurs engagements des autorités équatoriennes envers des secteurs qui, en Equateur et à l'étranger, condamnent comme subversif tout effort de libération qui s'oppose à leurs privilèges.

Nous invitons enfin tous les hommes de bien qui sont engagés dans la libération des pauvres et des opprimés, à faire un geste de solidarité proportionnel à l'insolence de l'intervention et à la grande qualité humaine des victimes.

Julio César Trujillo V.
directeur général du Parti conservateur équatorien

2) Protestation du mouvement paysan Ecuarunari et du mouvement des chrétiens pour la libération (14 août)

LE GOUVERNEMENT VIOLE LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DEMOCRATIQUES ELEMENTAIRES

Les organisations, groupes et secteurs chrétiens soussignés, face à l'événement scandaleux et insolite de l'arrestation de quarante-huit ecclésiastiques de l'Eglise catholique, prêtres, religieuses, évêques et archevêques d'Equateur et d'Amérique, déclarent au peuple travailleur et aux secteurs démocratiques:

1) La détention arbitraire de 48 chrétiens arrêtés est une atteinte à la liberté et à la dignité humaine, alors que, dans le cas présent, ces personnes vivent authentiquement l'évangile des pauvres proclamé par le Concile Vatican II et par la Conférence de Medellin, et qu'elles l'ont montré par leur action pastorale à travers toute l'Amérique.

2) C'est là un comportement typiquement fasciste de la part de secteurs précis des Forces armées qui, en d'autres occasions de répression populaire comme dans le cas de Toctezinín (Chimborazo) en 1974 (5), a été largement dénoncé non seulement par les secteurs progressistes et démocratiques du pays mais également par des secteurs militaires aux positions clairement démocratiques, ainsi qu'en de nombreux autres cas de conscience chrétienne authentique.

3) Ce fait correspond à toute une escalade continentale cherchant à faire taire la voix des évêques et des prêtres d'Amérique qui ne peuvent être d'accord avec les atteintes contre la dignité de la personne humaine que pratiquent quotidiennement les dictatures fascistes comme celles du Chili, d'Argentine, de Bolivie, d'Uruguay, du Paraguay, du Brésil, du Guatemala, du Nicaragua, etc.

En conséquence, nous exigeons de la Conférence épiscopale équatorienne et surtout du cardinal Pablo Muñoz Vega qu'ils protestent contre une telle attitude de certains secteurs des Forces armées, attitude cachant la poursuite d'intérêts fascistes. Si, aujourd'hui, on frappe à la tête l'Eglise des pauvres en Amérique, demain on frappera les travailleurs et le peuple qui luttent pour leur dignité et leur liberté. C'est une

(5) cf documents DIAL D 184 et D 189 (N.d.T.)

obligation pour les chrétiens et leurs évêques d'insister sur le principe du respect de la dignité humaine et de s'opposer à toute attitude contraire à ce principe, comme le fait par exemple le cardinal Silva Henríquez contre la dictature fasciste de Pinochet au Chili.

Nous demandons que soit rompu le modus vivendi qui régit actuellement les rapports et de l'Etat et de l'Eglise, puisque cet accord diplomatique a été violé de façon flagrante à cette occasion, comme également en d'autres.

Nous lançons un appel aux chrétiens engagés dans la libération du peuple et à tous les secteurs progressistes pour que nous nous unissions et soyons vigilants face aux actions répressives qui peuvent être menées demain, ainsi que pour participer à tout geste de solidarité chrétienne en faveur de l'évêque de Riobamba, Mgr Proaño.

Pour la défense des droits de l'homme et pour la liberté de l'Eglise engagée dans la libération du peuple opprimé du continent.

Mouvement paysan
Ecuvarunari de Pichincha
Carlos Robalino T.
président

Mouvement national des chrétiens pour la libération
P. Pedro Soto
président

3) Déclaration d'organisations du Chimborazo (14 août 1976)

LE PEUPLE DU CHIMBORAZO POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Face à l'escalade fasciste organisée dans le pays par les sociétés pétrolières Texaco et Gulf en accord avec les Chambres patronales et les partis politiques traditionnels, par l'intermédiaire du gouvernement des Forces armées qui se font le défenseur fidèle de leurs intérêts, escalade qui se traduit aujourd'hui par l'intervention armée au Foyer Santa-Cruz, par l'arrestation sous la menace des armes et avec violences physiques de plus de cinquante ecclésiastiques et laïcs latino-américains appartenant au secteur progressiste de l'Eglise catholique, et par l'expulsion hors du pays d'évêques et de prêtres de pays frères également victimes de l'agression impérialiste nord-américaine, les organisations populaires soussignées expriment publiquement:

1) Leur protestation énergique contre cette nouvelle violation de la liberté d'organisation, d'expression et de pensée qui relève des droits de l'homme et des normes du droit international; cette violation est voulue par la dictature militaire pour empêcher l'organisation et la lutte du peuple équatorien, victime de l'exploitation et de l'oppression de l'impérialisme américain et des classes dominantes créoles.

2) Leur soutien combatif à la pensée et à la pratique de l'évêque Leonidas Proaño, de son équipe pastorale et de ceux des autres pays latino-américains engagés dans l'édification d'une société plus juste et plus humaine. C'est pourquoi nous exprimons notre accord avec le geste de solidarité qu'a organisé le peuple de la province du Chimborazo avec des rassemblements et des manifestations qui ont abouti à la remise en liberté des prisonniers et au recul de l'avancée fasciste.

3) Leur refus des affirmations mensongères de défense de la souveraineté nationale faites par le gouvernement quand il déclare que l'expulsion des ecclésiastiques latino-américains est la conséquence de leur participation à des "affaires de politique intérieure pour organiser la

suversion". Pendant ce temps-là, le consortium Texaco-Gulf, la CIA, le Point IV, les sectes religieuses étrangères, l'université de Nuevo Mexico, entre autres agences de pénétration impérialiste, violent la dignité nationale, la souveraineté du pays et le droit à l'autodétermination du peuple équatorien sans que le gouvernement fasse le moindre geste pour les expulser, et cela malgré les exigences populaires.

L'expérience présente du peuple du Chimborazo montre que la lutte organisée et unitaire pour la défense d'objectifs communs permet d'accumuler des forces propres à parvenir, dans un délai relativement court, à la libération sociale et nationale définitive. Les objectifs immédiats de notre lutte sont la nationalisation du pétrole sans indemnisation, l'expulsion de la Texaco-Gulf et la constitution d'une Assemblée populaire, seule issue démocratique face au retour de l'oligarchie et à la continuité dictatoriale aux conséquences néfastes.

Fédération de quartiers Augusto Ricaurte	UNE du Chimborazo Oswaldo Ruiz Ch.
Syndicat des cheminots Jorge Benavides H.	FEUE Fausto Chiriboga
FESE Guillermo Huallancañay	FEPOCH Wilfrido Capelo
Front patriotique anti-impérialiste Byron Limaico B.	Association des journalistes du Chimborazo Nelson Campos
Comité provincial d'institutrices Nelly Cháves	FUNCOVIP Angel Ahumala

4) Déclaration de la Fédération des étudiants de l'université catholique de Quito (14 août 1976)

Ces jours derniers, le gouvernement a pratiqué une série de graves atteintes aux droits de l'homme les plus élémentaires dans la personne d'ecclésiastiques latino-américains distingués, caractérisés par leur grand souci de justice sociale et d'engagement envers les secteurs sociaux déshérités, comme expression de leurs principes évangéliques.

Le travail accompli depuis plusieurs années par Mgr Proaño et son équipe pastoral dans la province du Chimborazo a toujours déplu aux oligarchies du pays qui ont, à plusieurs reprises, lancé des attaques calomnieuses contre le labueur exemplaire de l'évêque de Riobamba. Aujourd'hui, comme moment d'une offensive que les groupes privilégiés ont lancée contre les secteurs patriotiques et nationalistes du peuple équatorien, une nouvelle attaque a été déclenchée contre l'évêque Proaño, en même temps qu'on assiste à une recrudescence de la répression contre les travailleurs.

Cet acte brutal de violation des droits de l'homme est une manifestation évidente du virage à droite que prend le gouvernement, lequel n'hésite pas à commettre des actes de ce type pour faire taire les secteurs sociaux qui, au cours des derniers mois, se sont manifestés en faveur de la défense des ressources naturelles. C'est dans ce contexte que nous devons comprendre le grave incident du jeudi 12: seule, la pression des sociétés pétrolières explique la suite des événements répressifs qui ont eu lieu. Actes qui déshonorent malheureusement les Forces armées dans le pays et à l'étranger. Les militaires équatoriens ne peuvent être d'ac-

cord avec des événements de ce type, car ce n'est qu'une minorité des Forces armées qui a cédé à la pression des sociétés pétrolières, donnant ainsi un caractère fasciste à l'action gouvernementale. Rien ne peut justifier cet outrage brutal fait au peuple et à l'Eglise, et présenté comme "solidarité" avec des gouvernements inhumains qui oppriment des peuples frères d'Amérique. On dirait que c'est une provocation destinée à permettre à la droite de radicaliser ses positions.

Pour toutes ces raisons et en défense des droits de l'homme en faveur des ecclésiastiques arrêtés, nous exigeons du gouvernement qu'il remette en liberté immédiatement et sans condition les prisonniers et que, conformément à la volonté du peuple et de l'armée équatorienne, il adopte une politique digne et souveraine de défense de nos ressources naturelles et de rejet de la politique d'agression impérialiste des sociétés pétrolières.

7- LETTRE OUVERTE DE MGR PROAÑO AU CONSEIL SUPRÊME DE GOUVERNEMENT
(18 août 1976)

Messieurs le Vice-amiral Alfredo Povoda Burbano, président,
le Général Guillermo Durán Arcentales et le Général de Brigade
Luis Leoro Franco, membres du Conseil suprême de gouvernement,

Je vous adresse mes salutations respectueuses.

M. Xavier Manrique, ministre de l'Intérieur par intérim, a, dans ses déclarations à la presse, porté de graves accusations contre les évêques et les prêtres qui se trouvaient réunis, de façon non officielle, pour un échange d'expériences, accusations destinées à servir de justification aux mesures inqualifiables prises par la police.

La presse d'aujourd'hui publie l'information transmise par le secrétaire général du ministère et concernant la réunion de cabinet au cours de laquelle M. Xavier Manrique a donné lecture du rapport sur cette affaire. L'information précise que, conformément à la documentation saisie, la réunion de Riobamba "ne revêtait aucun caractère pastoral ou religieux mais traitait uniquement de problèmes de type politique et constituait une ingérence dans des problèmes strictement nationaux". L'information conclut que "si cela est nécessaire, et après analyse exhaustive de l'importante documentation saisie, le Ministre de l'intérieur la portera à la connaissance de l'opinion publique, selon les convenances du gouvernement de la Nation."

Comme hôte de la rencontre d'évêques et de prêtres à Riobamba, je vous écris cette lettre pour vous demander de pas mettre de conditions à la publication de ces documents, étant donné que certains ne font pas partie du matériel documentaire destiné à cette rencontre. Au nom du diocèse de Riobamba, pour que tout soit bien clair aux yeux de l'opinion publique, devant les Conférences épiscopales des divers pays latino-américains et devant le Saint-Siège, je vous demande d'ordonner le plus tôt possible cette **publication** et de me donner l'occasion d'exercer le droit de défense face aux accusations calomnieuses dont nous avons été victimes comme évêques, prêtres et laïcs étrangers ou équatoriens.

Votre serviteur dans le Christ.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

DOSSIER
A SUIVRE

/spécial)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 160F (avion: tarif
Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

D 326-17/17 Commission paritaire de presse: n° 56249